

## **Grand Débat National**

Réunion organisée par la municipalité de Cheny 89400

le 12 février 2019 à 18H 30

25 personnes présentes

### **TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

- L'amélioration du pouvoir d'achat est nécessaire pour permettre d'améliorer la consommation énergétique,
- Développer des dispositifs d'accompagnement des populations pour accéder aux aides possibles ( l'isolation à 1€ coûte cher en financements publics alors qu'il n'est pas forcément adapté, il vaudrait mieux commencer par une étude du logement),
- Supprimer les centrales à charbon,
- Les taxes sur l'énergie doivent aller à l'environnement et non au budget général,
- Développer les énergies nouvelles, photovoltaïque, éolien,
- Investir dans les énergies renouvelables, ce qui en plus favorise l'emploi,
- Soutenir les collectivités pour qu'elle puissent diminuer leur consommation énergétique,
- Mettre en place des aides à l'acquisition d'appareils électroménagers performants (les moins chers sont les plus gourmands),
- Mettre en place des contraintes en direction des fabricants concernant l'obsolescence programmée,
- Développer des dispositifs de modération de l'éclairage nocturne.

### **FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES**

- Dépenses régaliennes de l'état doivent être financées par l'impôt,
- Solidarité financée par la CSG et les cotisations sociales,

- Pourquoi avoir supprimé l'ISF, alors que ceux qui le payaient n'investissent pas en France, faut-il le rétablir ?
- Réduire le train de vie de l'état...
- Économie sur les anciens Présidents de la République,
- Réduire les inégalités,
- Lutter contre l'évasion fiscale,
- Contraindre la mobilisation des aides de l'état aux entreprises – le CICE a coûté très cher sans favoriser l'emploi,
- Taxer les produits du capital à la hauteur de ceux du travail,
- Conduire une réforme fiscale complète et profonde,
- Faciliter l'accès aux aides par une attribution directe aux ayants droits, alors qu'il faut en faire la demande et l'on n'est pas toujours informé de ses droits,
- Problématique de la répartition de la richesse,
- Revaloriser les retraites,

## **DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ**

- Les élus ne respectent pas les engagements pris (qu'il s'agisse des décisions prises par référendum ou des programmes électoraux),
- Les citoyens ne se reconnaissent pas dans leurs élus de niveau national, notamment les parlementaires,
- Les points précédents favorisent l'abstention et principalement celle des jeunes qui n'espèrent plus rien de la politique,
- Réinterroger la concomitance des élections présidentielle et législatives,
- Intégrer une dose de proportionnel dans les élections ( une personne est pour la proportionnelle intégrale),
- Renforcer la démocratie sociale,
- Accompagner les migrants dans leur intégration, ceux notamment demandant le droit d'asile,

- Limiter l'immigration,
- Favoriser le développement local pour éviter l'émigration,

## **ORGANISATION DE L'ÉTAT ET SERVICE PUBLICS**

- Il y a besoin de services publics,
- Il faut renationaliser certains services publics (principalement tout ce qui concerne les transports et l'énergie),
- Uniformiser les situations des fonctionnaires et des salariés du privé, sur la retraite, notamment,
- Tout le monde déplore la disparition des services publics de proximité,
- Le service public garantit l'égalité républicaine,
- Faciliter l'accès aux services publics, accès physique et accès virtuel,
- Anomalie des numéros surtaxés pour l'accès aux services publics,
- Inventer un service public adapté aux évolutions démographiques et territoriales (tenir compte du vieillissement de la population),
- Alléger les normes administratives, celles notamment imposées aux collectivités locales (les communes tiennent une comptabilité et l'on fait la même chose à la perception – double travail inutile, multiplication des délibérations inutiles qui doivent être prises par les collectivités, transmises à la préfecture puis à la perception).

## **POINTS ABORDES HORS DES 4 THÈMES**

- La loi sur la sécurité publique actuellement en discussion prépare la dictature,
- Nécessité d'augmenter le SMIC,
- Aider les retraités pour l'accès à une complémentaire santé,

- Favoriser le dialogue social dans les entreprises et une juste répartition des richesses.